

1. Edito
2. L'AFD en Amérique Latine :
financer la ville durable
et inclusive
3. Yo soy pisco
4. L'indice de durabilité (IDL),
un outil du logement social
au Mexique
5. Medellin à la reconquête
de ses quartiers
6. Les villes d'Amérique Latine face
au changement climatique
7. Pour une vision régionale
de Santiago du Chili
8. En Bref
8. Publications



Vue de la ville Santiago du Chili

Villes d'Amérique Latine des politiques urbaines décapantes

De nos jours, le droit à la mobilité pour tous, sobre et peu polluante, est une exigence. Cela implique de privilégier les modes de déplacements les plus économes pour chacun et pour la collectivité. La piste la plus évidente pour ce faire est le développement des transports collectifs, principalement en zone urbaine.

A Bogota, cette dynamique a été enclenchée dès le début des années 2000 avec *le Transmilenio*, un système de bus rapides sur voies doubles réservées, qui transporte près de 2 millions de personnes par jour à un cadencement dépassant les lignes du métro parisien. Réserver des voies à des lignes de bus express permet de mieux occuper l'espace mais aussi de donner un avantage comparatif de vitesse et de régularité aux modes les moins énergivores. Ce modèle de bus à haut-niveau de service est aujourd'hui répliqué dans les métropoles du Sud et du Nord. D'autres modes de transports urbains innovants ont su émerger en Amérique Latine, et notamment à Medellin. La ville a fait de l'intégration urbaine des quartiers périphériques informels un des traits phares de sa politique urbaine qui repose sur le développement d'un système de transport public d'un genre nouveau. Le désenclavement des quartiers précaires situés à flanc de montagne est assuré par deux modes de transports complémentaires aux modes plus communs : un escalator géant de 384 m de dénivelé et surtout un système de métro-câble. Ce système silencieux et efficace articulé aux lignes de métro existantes, permet aux habitants d'atteindre le centre-ville en 45 minutes au lieu de deux heures et demie auparavant. En décloisonnant les quartiers, en créant de nouvelles centralités, ces innovations structurent la ville d'une nouvelle manière, ont des effets majeurs sur la qualité de vie des ménages et favorisent le développement économique et culturel en même temps qu'elles respectent l'environnement.

A Medellin, la politique urbaine va plus loin, en proposant une approche de développement intégré des quartiers décloisonnés grâce aux politiques de mobilité. Les Projets Urbains Intégraux (PUI) proposent une intervention massive de la puissance publique sur les espaces et les services publics (bibliothèques

à la pointe du progrès, collèges, hôpitaux, parcs, etc.), le foncier (programme de relogement, titrisation), le développement économique (politiques d'accès au microcrédit)... Ils contribuent ainsi à l'amélioration des conditions de vie des habitants et à la réduction de la violence et de l'exclusion sociale. Ainsi, c'est l'ensemble de la vie sociale, culturelle et économique qui est transformée. Le métro-câble permet également de relier Medellin à un immense parc naturel, le parc Arvi, véritable poumon vert de la ville, rendant ainsi accessible les services de loisirs et d'éducation environnementale à l'ensemble de la population.

Les politiques d'intégration environnementale et urbaine ne manquent pas en Amérique Latine. En particulier, Curitiba a misé sur une meilleure prise en compte de la biodiversité en milieu urbain. Le développement du transport collectif y est associé à une démarche de "corridor vert" traversant l'agglomération (sur les berges du Rio Barigüi) et reliant les parcs existants, assurant ainsi la continuité écologique entre les différents espaces.

Les villes d'Amérique Latine sont dès lors autant de laboratoires d'innovations sociales et environnementales sur des thématiques clefs telles que la mobilité, le logement, la gestion des déchets et l'efficacité énergétique. Les réformes mises en œuvre ces dernières années reflètent des décisions avant-gardistes de la part des dirigeants municipaux et méritent d'être diffusées. Le système de métro-câble a ainsi inspiré des réseaux similaires à Rio de Janeiro et Caracas. Plusieurs villes en France en étudient également la mise en œuvre. La démonstration est ainsi faite que les solutions conçues là où on manque de moyens sont particulièrement adaptées pour concilier sobriété énergétique et réponse aux besoins sociaux. Les transferts de technologies Sud-Nord se révèlent un atout au cœur de la mutation en cours, économe des ressources, solidaire, et dans une vision planétaire.

On trouvera dans ce numéro de "Villes en développement", consacré aux villes d'Amérique Latine, de nombreux exemples de ces politiques novatrices... ■

Denis Baupin

Vice-président de l'Assemblée nationale depuis 2012, Denis Baupin a été maire adjoint de Paris de 2001 à 2012 où il a été successivement en charge des Transports, du Développement Durable, de l'Environnement et du Climat. Responsable du "Plan Climat" de la ville de Paris, il a mis en œuvre une politique des déplacements privilégiant les "modes doux" et les transports en commun.

L'AFD en Amérique Latine : financer la ville durable et inclusive

Fabrice Richy
richyf@afd.fr

L'Amérique latine connaît une croissance urbaine rapide qui a généré tensions et inégalités. Elle peut néanmoins compter sur l'impulsion donnée par certaines grandes métropoles dont les politiques urbaines très innovantes tracent la voie d'un développement plus solidaire et plus durable. C'est ce dynamisme que l'Agence française de développement appuie à travers ses financements et les coopérations initiées avec les villes d'Amérique latine. Fabrice RICHY, directeur de l'agence AFD de Colombie, rappelle ci-dessous les ambitions et les premiers résultats de cette action.

Confrontées à des retards d'infrastructure importants, de nombreuses villes d'Amérique latine ont entrepris des politiques ambitieuses de rattrapage en matière d'équipements et de ser-

mobilité et proposent de nouvelles manières de faire la ville. Dans cette perspective, l'AFD est un bailleur original et novateur. En effet, parmi les grandes banques de développement, bi ou multilatérales, l'AFD

afin d'améliorer l'accessibilité des logements et mieux l'articuler avec les stratégies de développement du territoire. La mobilité urbaine est une priorité des politiques publiques de nombreuses villes d'Amérique latine. Plusieurs projets ont été financés dans ce domaine, notamment celui de la deuxième ligne de métro de Saint-Domingue, qui désengorgera la capitale et proposera des aménagements de l'espace public urbain qui favorisent l'utilisation des modes de transports doux et collectifs.

L'AFD encourage également l'action de municipalités proactives et pionnières telles que Curitiba (Brésil) et Medellin (Colombie) qui ont fait de leurs politiques de mobilité de formidables leviers de développement et d'inclusion sociale des populations des quartiers à bas revenus. Elle finance ainsi l'extension des réseaux de BRT (Bus Rapid Transit) à Curitiba ou de Métrocâble à Medellin et entend par là promouvoir des projets urbains intégrés qui, à l'image de la politique d'« urbanisme social » de Medellin, entendent articuler les politiques secto-

rielles et concentrer les investissements publics dans les quartiers informels. A Medellin toujours, un prêt direct à la municipalité de 250 Millions d'USD, sans doute l'un des plus importants de ce type ayant jamais été mis en œuvre, finance la réalisation du premier tramway de nouvelle génération d'Amérique latine, en cours de travaux.

Banque de développement, l'agence veut également assumer un rôle d'initiateur d'échanges de savoir-faire et de réflexions sur le développement urbain durable. Elle finance ainsi des dispositifs de coopération technique qui accompagnent les prêts bancaires et enclenchent une logique d'échange auxquels ses partenaires sont très attachés. C'est ainsi qu'au Mexique, le financement AFD appuie une coopération technique sur la thématique de la densification urbaine initiée par l'ANRU (Agence nationale pour la Rénovation Urbaine) et l'ANAH (Agence Nationale de l'habitat). À Rio de Janeiro, le Syndicat des transports d'Ile de France, (STIF) associé à l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile de France et au bureau d'études SYSTRA a engagé des échanges avec l'Etat de Rio et les autorités métropolitaines de l'agglomération. La ville de Medellin a quant à elle bénéficié de l'expertise de l'Atelier pari-

sien d'urbanisme (APUR) pour appuyer le projet de planification à long terme « Medellin 2030 ». Le prêt alloué à « Empresas Publicas », entreprise publique de la ville de Medellin et référence internationale en matière de gestion de services urbains finance une coopération technique avec la Fédération des entreprises publiques locales (FEPL) sur le volet de la gouvernance d'entreprise et des relations avec la mairie de Medellin. Les coopérations techniques portent également sur le soutien à de nouvelles initiatives de gouvernance telles que le développement des contrats de plan

Etat-régions et les contrats de ville en Colombie inspirés du modèle français. L'adaptation de cet outil au contexte colombien fait l'objet d'échanges avec la DATAR sur la méthodologie de cette nouvelle forme de territorialisation de l'action publique.

L'Agence entend aussi favoriser le débat d'idées sur les méthodologies de fabrication de la ville durable de demain. A cet égard, l'organisation du sommet « Villes et changement climatique » à Bogota du 19-21 novembre 2012 fut l'occasion de rassembler des banques de développement élus, experts et représentants de la société civile du

monde entier pour échanger sur les bonnes pratiques et initiatives innovantes en matière de développement urbain durable. Il en fut de même en 2009 lorsqu'à l'occasion de l'année de la France au Brésil, l'Agence et le ministère des villes ont rassemblé les porteurs brésiliens et français d'initiatives urbaines en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre et de l'efficacité énergétique.

L'un des grands défis de l'action urbaine en Amérique latine réside aujourd'hui dans la capacité des banques de développement à accompagner le développement des villes

petites ou moyennes. La moitié de la population urbaine d'Amérique latine vit en effet dans des villes de moins de 500 000 habitants dont les capacités institutionnelles et financières sont souvent plus fragiles. Ces villes présentent pourtant un enjeu fort dans la mesure où elles demeurent plus sensibles aux intérêts privés et à la reproduction de modèles de croissance inégalitaires et non durables si elles ne consolident pas leurs moyens d'action et de contrôle sur leur développement physique.

L'AFD entend apporter sa contribution au relèvement de ce défi. ■



Vue cavalière d'une partie de la ville de Bogota

vices urbains. Certaines y voient l'opportunité de formuler des politiques innovantes de développement urbain durable qui renforcent la cohésion sociale en même temps qu'elles réduisent leur empreinte écologique. L'AFD s'est donc engagée à appuyer massivement ces politiques qui répondent à des défis prioritaires, notamment en matière de logement et de

est la seule agence prêtant directement aux villes et aux collectivités territoriales, sans garantie des Etats et pour des montants très significatifs. Singulièrement, en Amérique latine, l'AFD devient la banque de développement des villes. Au Mexique, l'Agence appuie la Banque Fédérale de Développement SHF, dans sa politique d'habitat

YO SOY PISCO

Claudia Amico
Directrice des Enquêtes et des Projets Urbains
à Espacio Expresión (Pisco, Pérou)
www.espacioexpresion.org

La ville de Pisco, est située à 290 km au sud de Lima. Elle a été ravagée en août 2007 par un séisme d'une magnitude de 7,9 qui a détruit la quasi-totalité de la ville.

Peu après le séisme, plusieurs professionnels de la ville, investis dans les politiques urbaines et sociales créent l'association Espacio Expresion pour le développement urbain en privilégiant la création d'espaces publics au travers d'une approche participative.

L'association a concentré son action sur le front de mer, en raison de son poten-

tiel touristique et des enjeux de pollution, de sécurité et d'abandon. Elle a mis en place en 2011, avec l'appui de la mairie et du secteur privé, un « Programme stratégique de développement intégral du front de mer de Pisco » (connu sous le nom de Je suis Pisco).

Ce programme a apporté aux pouvoirs publics un portefeuille de projets chiffrés ainsi qu'un programme de gestion sociale pour les familles du secteur. Il vise à transformer la zone en profondeur, en créant des espaces publics qui favorisent l'activité économique



Pérou : l'innovation en marche ou comment payer ses impôts locaux simplement dans les agences bancaires

et sociale. Il s'agit de transformer le rivage côtier en un grand site touristique et d'en améliorer l'accès en le reliant aux centres touristiques proches comme celui de Paracas et aux grands réseaux de communication : aéroport, autoroute et port...

En 2012, le projet a gagné le 2e prix du concours international de projets de développement urbain et d'inclusion sociale organisé par la « Corporation pour le développement andin » (CAF). ■

L'indice de durabilité (IDL), un outil du logement social au Mexique

Guillermo Velasco Rodriguez

gvelasco@centromariomolina.org

Ancien Secrétaire à l'Environnement de l'État de Mexico, Guillermo VELASCO coordonne actuellement les programmes de développement durable au sein du Centre Mario Molina, think tank très influent au plan national notamment dans la définition de politiques publiques en matière de développement durable, d'efficacité énergétique et de protection de l'environnement. Les résultats de l'IDL ont permis de mettre en œuvre de nouvelles politiques visant à accroître la durabilité du logement social au Mexique.

Dans le but de générer un outil d'évaluation globale du logement, le Centro Mario Molina a été à l'origine en 2012 de l'élaboration de l'«indice de durabilité du logement et de son environnement direct» (IDL). Fruit d'une collaboration interinstitutionnelle, l'IDL comprend 30 indicateurs, mesurés sur une échelle commune et permettant de caractériser sur le long terme le logement et son environnement urbain, économique et social. Ces indicateurs sont pondérés en fonction de facteurs qui prennent en compte les conditions physiques et socio-économiques d'insertion du logement dans son contexte. Il en résulte un indice composite qui tient compte des spécificités régionales et favorise un équilibre entre les dimensions environnementales, économiques et sociales des logements.

Dans le cadre du projet, une étude de cas a été menée sur un échantillon représentatif de l'offre en logement social dans quatre régions métropolitaines du Mexique: Cancun, Monterrey, Tijuana et la vallée de Mexico. A ce stade, plus de 3.800 enquêtes ont été collectées dans 35 lotissements d'habitat social. Ces informations, associées à l'analyse du cycle de vie du logement, permettent de mesurer les impacts environnementaux directs et indirects associés à la construction

et à l'utilisation des logements sociaux, ainsi que de systématiser les comportements et les perceptions des utilisateurs quant aux composantes environnementales, économiques et sociales qu'impliquent la construction et l'utilisation de ces logements.

En matière d'environnement, l'indice a analysé la performance du logement en mesurant les impacts environnementaux de son processus de production (usage des matières premières, fabrication) et de son occupation. Pour ce faire, le Centre Mario Molina a dressé, pour chaque région et chaque catégorie d'occupant, une typologie des matériaux, des modes de conception et des procédés de construction utilisés dans les lotissements de logement social. L'enquête a également permis d'obtenir des informations sur les habitudes de consommation et de transports de la population occupante.

Par la suite et sur la base du mètre carré de surface habitable, l'étude s'est efforcée de quantifier les impacts environnementaux des logements. Ont été notamment pris en compte : l'ampleur et le type de consommation de terrains non bâtis, les consommations d'eau et d'énergie tirées des réseaux publics, les rejets d'éléments organiques et métalliques polluants ou nocifs, les émissions de composés

organiques volatils, les émissions de composés modifiant l'acidité du sol et de l'eau, la production de phosphates altérant la composition de l'eau et qui doivent être traités avec les eaux usées, la production de déchets solides et de dioxyde de carbone durant toute la durée de vie du logement.

Parallèlement, les indices économiques et sociaux ont mesuré l'impact des coûts du logement et du transport sur le revenu familial, les économies permises par l'utilisation des écotecnologies, le niveau de satisfaction des occupants, le mobilier urbain, l'accessibilité au réseau de transports publics ou encore l'existence d'organismes, règlements ou structures de voisinage pour l'entretien et la maintenance des lotissements.

Afin de pouvoir comparer commodément les indicateurs, les données récoltées ont vu leurs valeurs normalisées sur une échelle de 0 à 100. À titre d'exemple, la note 0 correspond à l'absence de traitement d'eau tandis que celle de 100 indique que la totalité des eaux résiduelles sont traitées. Ces notes sont ensuite pondérées sur une échelle de 0 à 1, fonction de la spécificité des problèmes de chaque contexte étudié. S'agissant de la surpopulation, le Chiapas sera crédité de 1 à cause de son problème de surpeuplement

tandis que le District fédéral sera crédité de zéro. Cette normalisation et cette pondération permettent de mesurer chaque indicateur et de faciliter leur traitement.

Un outil au service des politiques publiques

D'un point de vue général, l'évaluation de l'indice montre que le logement social a une durabilité allant de moyenne à basse et atteignant 41 à 48 points sur une échelle de zéro à cent.

Ces résultats et la nature systémique de l'IDL, ont donné lieu à l'identification de facteurs stratégiques pour optimiser la durabilité des logements. Parmi eux se trouve la localisation : une localisation en zone urbaine équipée, par opposition à des zones sous-équipées, peut réduire de 35% les émissions de gaz à effet de serre et accroître de 15% les ressources financières des ménages du simple fait de la diminution des coûts de transport.

Ce constat, ainsi que d'autres données et recommandations issues de l'analyse, ont été pris en compte dans les politiques publiques en matière de logement social au Mexique. L'IDL a notamment eu un impact significatif dans la modification des règles de fonctionnement de la subvention «Ceci est votre maison» (*Esta es tu Casa*) qui a fini par intégrer la localisation du logement

au sein de polygones urbains comme un des critères d'attribution.

De même, l'IDL a favorisé la création de la Table ronde sur le logement (*Mesa Transversal de Vivienda*) et a constitué un des documents de base de la nouvelle politique nationale de logement. Actuellement, des efforts sont faits pour intégrer l'IDL au registre unique des logements, permettant ainsi de fournir plus d'informations aux accédants à la propriété.



Mexique: une opération de logement social

C'est en s'appuyant sur l'IDL qu'a été bâti le «Programme de garanties des logements durables», qui prend en compte les obstacles financiers à la construction de logements verticaux ou répondant à des caractéristiques de durabilité supérieures à la moyenne. Une analyse de risque est en cours pour intégrer au sein du prêt hypothécaire vert (*Hipoteca Verde*) la baisse des coûts transports induits par une meilleure localisation du logement. ■

Medellin à la reconquête de ses quartiers

Alejandro Echeverri

www.eafit.edu.co/urbam

Les villes se racontent à partir de leurs lieux de rencontre. Dans les années 1990, en pleine période de violence liée au narcotrafic, Medellin n'en avait plus. Elle s'était convertie en une ville désolée où la peur fragmentait la société. Les choses ont bien changé depuis lors, comme nous l'explique Alexandre ECHEVERRI, directeur du centre d'études et environnementales URBAM à l'Université Eafit. Directeur des projets urbains à la municipalité de Medellin de 2004 à 2007, il est une des figures de l'urbanisme social qui ont transformé la ville.

Aujourd'hui certains espaces tels que la Maison de la Culture de Moravia attestent ce changement. De nombreux jeunes, issus d'un quartier qui fut le dépotoir de la ville dans les années 1960 et le théâtre de violences et d'exclusion dans les années 1980-1990, convergent en ce lieu pour transmettre par le rap et le hip-hop toute leur énergie et créativité. Ce centre culturel, œuvre de l'architecte Rogelio Salmona, a été inauguré en 2007, et s'inscrit dans un grand programme d'éducation et de transformation urbaine et sociale des quartiers pauvres du nord de la ville. En 2012, dans la cour principale, s'y jouait une autre pièce : celle d'une ville qui aspire au changement et qui se renouvelle. Des groupes de jeunes musiciens de tous les quartiers anciennement stigmatisés de la ville étaient à l'affiche d'une grande et magnifique fête

pour l'inauguration de l'exposition internationale intitulée «Espace public en action». Medellin est aujourd'hui une ville qui, malgré des défis immenses, a reconquis les espaces pour ses habitants à travers des politiques d'éducation et d'urbanisme social qui ont contribué à impulser une dynamique de changement vertueux. Medellin est située au cœur de la Colombie dans une vallée longue et étroite traversée du nord au sud par un fleuve et encaissée entre deux flancs de montagne qui culminent entre 1400 mètres et 2400 mètres d'altitude. Dans les années 1950, elle était populairement appelée « la tasse d'argent » en raison de son rôle central pour l'économie caféière, de sa position de deuxième ville la plus peuplée de Colombie et première ville industrielle du pays. Alors peuplée de 350 000 habitants, elle est pas-

sée à près de 2 millions d'habitants dans les années 1980 et 3,5 millions aujourd'hui au niveau de l'aire métropolitaine. Cette forte croissance est largement liée aux déplacements forcés provoqués par la violence en milieu rural. Elle a provoqué l'occupation rapide et informelle des versants nord de la vallée et provoqué un clivage entre ces quartiers appelés « Las comunas » (Les communes), en majorité informels, qui accueillent 40% de la population, et le centre et sud de la vallée où vivent les classes moyennes et supérieures. Dans les années 1980 et 1990 les cartels de la drogue arrivèrent à Medellin et enrôlèrent les jeunes des « communes » dans ce qui devint « la ville de Pablo » en référence à Pablo Escobar. En 1991, Medellin était la ville la plus violente du monde, avec un taux de 381 homicides pour 100 000 habitants soit 20 homicides par

jour. Depuis les années 1990, les administrations publiques, entreprises privées, le monde académique et les organisations non-gouvernementales ont agi de concert pour transformer la qualité de vie des habitants des quartiers marginalisés. Mais ce fut sous la direction du maire Sergio Fajardo que la ville décida en 2004 de lancer une politique publique visant à réduire ces carences et à résoudre les problèmes récurrents de violence. Cette politique a associé des programmes d'éducation, de culture et de mise en capacité et d'appropriation (*empowerment*). Elle s'est accompagnée de la transformation urbaine de quelques-uns des quartiers localisés dans les zones les plus affectées du nord de la ville. Cette politique fut continuée et amplifiée sous le mandat du maire Alonso Salazar de 2008 à 2011. La stratégie de transformation



Le métro câble et la bibliothèque d'Espagne du quartier Santo Domingo de Medellín (Colombie)

des décennies. C'est ainsi que de simples ponts, moyens de connexion entre quartiers, ont permis d'intégrer des communautés jusqu'alors divisées par des frontières imaginaires et infranchissables. Autre exemple, la bibliothèque Santo Domingo, tirant profit de sa localisation stratégique et des programmes éducatifs et culturels qu'elle offrait, est devenue le point de référence de la communauté et le lieu du rapprochement des jeunes à la connaissance et à la culture comme alternative aux armes. En sus des processus de participation communautaire de nombreux programmes sociaux initiés par la mairie, le secteur public et la société civile ont été développés dans ces quartiers. Ces programmes ont notamment permis d'améliorer la couverture en éducation primaire et secondaire et de protéger les populations vulnérables. Ils ont vu naître de nombreux projets culturels, récréatifs, sportifs ainsi que des débats citoyens sur l'usage de l'espace public, le respect des droits de

urbanistique s'est opérée à travers le programme d'Urbanisme Social et son outil de Projets Urbains Intégraux – PUI –, instruments fondamentaux pour la reconquête et la requalification de l'espace public des quartiers de la ville les plus touchés par les problèmes d'inégalités et de violence. Le premier modèle d'intervention en 2004 s'est appuyé sur la mise en service du système de transport par câble (Metro Câble) et de ses nouvelles stations pour définir les bases de la stratégie territoriale. Le PUI nord-oriental a cherché à optimiser la localisation des

stations dans le but de renforcer et d'élargir l'impact généré par le métro câble. Un processus de consolidation des quartiers s'est alors mis en place. Il a permis de structurer et d'aménager le territoire au travers de projets d'équipements communautaires d'éducation et de culture, de parcs, de rues et de ponts piétonniers pour connecter les quartiers entre eux. Le PUI a permis de dynamiser le processus d'inclusion et de développement social en proposant une alternative à la violence et l'indifférence qui ont prédominé dans ces quartiers pendant

l'homme, etc.

Le programme d'Urbanisme Social mis en œuvre à partir de 2004 cherche à effectuer un saut qualitatif dans la manière dont est conçue l'amélioration intégrale des quartiers. Il fait usage d'outils tels que le Projet Urbain Intégral qui permettent d'effectuer des transformations structurelles, physiques et sociales, dans les secteurs d'activités stratégiques de quartiers peu consolidés, dans le but d'inclure de manière définitive les communautés marginalisées. La ville de Medellín est devenue un laboratoire vivant dont ne sont pas totalement éradiquées la violence et l'exclusion mais où des changements de fond sont en train de transformer la donne. La considération nouvelle dont font l'objet la culture et l'éducation en sont la manifestation la plus significative. Elle se cristallise dans de nouveaux espaces de rencontres et dans la reconquête physique et mentale de la rue auparavant secouée par la violence. ■

l'un des premiers essais pour articuler les efforts entre les différents preneurs de décision, construire de nouveaux mécanismes politiques, institutionnels, citoyens et financiers, et mettre en marche ces solutions techniques dans une perspective multisectorielle. Le Sommet fait partie d'un processus général de dialogue/concertation. Il s'enrichit de la diversité de ses participants, de la confrontation des thématiques intersectorielles ainsi que de la pluralité des approches techniques, des idéologies politiques, des origines géographiques et des genres. Nous avons cherché à promouvoir une large réflexion autour du type de communautés, de villes et de régions que nous construisons, en vue de lutter ensemble contre le changement climatique. Nous avons même inclus le regard de leaders d'opinion comme partie intégrante et stratégique de la lutte contre le changement climatique. La manière dont l'information est construite et diffusée

et la façon dont se consolident les imaginaires et les représentations sociales autour de ces thèmes sont fondamentales. De nombreux cas, en provenance de villes de tous les continents, ont été présentés lors du Sommet de Bogota, ce qui a permis de prendre conscience du leadership des autorités locales face à ce défi global ainsi que des différentes associations qui émergent pour construire des actions à diverses échelles et avec différents acteurs. Parmi les grands messages politiques et citoyens qui sont ressortis du Sommet, nous pouvons souligner les suivants :

- Lutte contre le changement climatique et lutte pour la réduction de la pauvreté doivent être intimement liées, en particulier dans une région comme l'Amérique latine.
- La volonté politique est fondamentale pour lancer et appuyer les initiatives destinées à faire face au réchauffement global.
- La gouvernance des villes dans le contexte d'un climat changeant exige une articulation

des efforts entre les autorités locales, le secteur privé et la société civile.

- L'intégration de la ville avec sa région constitue un pilier fondamental pour le développement durable de nos territoires.
- L'information et la communication sur le changement climatique et les villes requièrent un réajustement de paradigme. Finalement, bien que les émissions de gaz à effet de serre (GES) des métropoles latino-américaines soient relativement faibles au niveau mondial, celles-ci ont pris conscience de leur capacité à être exemplaires

en la matière, notamment en incluant les citoyens et communautés locales. Les métropoles de la région ont exprimé à de nombreuses occasions, et ont répété lors du Sommet de Bogota leur volonté de travailler conjointement pour faire face aux défis du changement climatique. Dès lors, dans le cadre du Sommet, 17 nouvelles villes ont décidé de signer le Pacte de la ville de Mexico contre le Changement Climatique et plus de 25 villes latino-américaines ont signé la Déclaration de Bogotá « Villes Humaines face au Changement Climatique ». ■



Cérémonie d'ouverture du Sommet de Bogota

Les villes d'Amérique Latine face au changement climatique

Ricardo Montezuma

ricardomontezuma@ciudadhumana.org

La lutte contre le changement climatique est devenue dans beaucoup de villes d'Amérique Latine une priorité des agendas politiques locaux. Ingénieur des Ponts et Chaussées et docteur en urbanisme, Ricardo MONTEZUMA a fondé et dirige la Fondation "Ciudad Humana" qui promeut une approche participative des villes durables. C'est dans ce cadre qu'il a coordonné différentes actions autour du thème « ville et changement climatique », avec l'appui des autorités locales, nationales et internationales, et tout particulièrement l'ambassade de France en Colombie et l'AFD. Il en rend compte ci-dessous.

Un premier séminaire international a eu lieu en 2011. Il a été suivi d'un atelier pour les collectivités locales au début de l'année 2012 et du Sommet de Bogotá qui a eu lieu en novembre 2012. Ce dernier sommet a été marqué par plusieurs temps forts. Il a as-

socié des rencontres politiques, des assemblées citoyennes, des rencontres de journalistes, des sessions extraordinaires au Sénat et au Conseil municipal de Bogota ainsi que des visites techniques et de nombreuses activités parallèles destinées à la société civile. Deux docu-

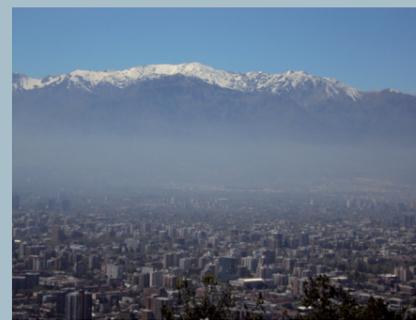
ments de référence ont été publiés suite à ces événements. Une bonne partie des solutions existe déjà : depuis plusieurs années, les nombreux experts qui nous accompagnent et les rencontres diverses organisées participent de la diffusion de messages auprès des adminis-

trations locales pour faire de la lutte contre le changement climatique une priorité politique. Par conséquent, le véritable défi aujourd'hui consiste à faire en sorte que ces connaissances techniques et scientifiques s'inscrivent réellement dans les agendas politiques locaux, nationaux et globaux. D'où l'importance d'impliquer plusieurs niveaux administratifs. Nous devons travailler ensemble pour améliorer la gouvernance de nos villes, dont dépend la mise en marche de mesures efficaces et justes. Le Sommet de Bogotá a été

Pour une vision régionale de Santiago du Chili

Par Gerardo Ubilla Bravo, géographe au Dept de Planification régionale, gubilla@gobiernosantiago.cl & Gilles Antier directeur international IAU IdF, gilles.antier@iau-idf.fr

Fragile, contrainte et déséquilibrée, l'agglomération de Santiago connaît depuis quarante ans une perpétuelle extension que les schémas d'aménagement successifs ont plus souvent accompagnée que maîtrisée. Pire encore, cette flaque urbaine s'étend au cœur d'une très grande région métropolitaine (15.554 km²) qui n'a jusqu'ici jamais fait l'objet d'un réel projet d'ensemble. Un premier Plan régional de développement urbain et rural a certes proposé en 1999 une croissance mieux répartie sur l'armature urbaine régionale, mais il n'a jamais été adopté. Le



Vue de la ville Santiago du Chili

projet a toutefois constitué une référence suffisante pour inspirer ensuite un nouveau cadrage territorial à long terme. Il reprenait le principe d'une série de pôles régionaux à l'ouest et au sud, complétée au nord par un second groupe de pôles intermédiaires, parfois issus de méga-projets. Dans la logique de décentralisation en cours au Chili, le gouvernement régional a alors engagé l'étude d'une stratégie régionale d'aménagement pour cadrer le futur Plan Régional d'Aménagement du Territoire (« PROT »). Mais elle a constitué plus une addition des politiques sec-

torielles que l'amorce d'une vision régionale réellement dynamique. Aujourd'hui relancé, le PROT a pour enjeu de livrer un projet cohérent pour l'ensemble de la région métropolitaine prise comme un territoire commun. Véritable chaînon manquant, il vise à territorialiser la stratégie régionale d'aménagement pour devenir le cadre de référence du schéma en vigueur pour l'agglomération (le PRMS). Une première problématique de base de la région de Santiago est ainsi venue en discussion, avec en point d'orgue un atelier tenu à Paris en avril 2013. Elle précède un véritable exercice de "vision régionale" qui sera réalisé à Santiago en octobre. L'objet d'un tel document, non normatif, mais déjà spatialisé, sera de formaliser enfin une vision partagée du développement régional par les principaux décideurs, en amont du futur PROT. ■

En Bref

• Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux, Rabat, du 1^{er} au 4 octobre 2013.

Le 4^{ème} Congrès de la CGLU (Cités et Gouvernements locaux unis) se tiendra à Rabat (Maroc) sur le thème "Imaginer la société, construire la démocratie". Grand Forum des collectivités locales, il rassemblera des représentants des autorités locales, des pouvoirs publics nationaux, des entreprises, de la société civile et des organismes internationaux de développement...

<http://www.uclg.org/Rabat2013>

• Forum urbain mondial de Medellin, du 7 au 11 avril 2013

ONU-Habitat organise à Medellin (Colombie) le 7^{ème} Forum Urbain Mondial (FUM). Comme ceux qui l'ont précédé, (Naples 2011, Rio 2009, Nankin 2007, Vancouver 2005, Barcelone 2003, Nairobi 2001), ce forum biennal réunira des milliers de participants : autorités locales, acteurs publics et privés, société civile et ONG...

Il proposera des dialogues thématiques, des tables rondes, des événements parallèles, des sessions de formation et des expositions.

<http://www.unhabitat.org/>

• Journée d'échanges AdP, le 6 septembre 2013

AdP Villes en développement organise sa Journée annuelle d'échanges à Paris le 6 septembre 2013. Sous le titre "Recherche et action au service de la ville durable", elle sera consacrée aux relations entre le monde de la recherche et celui des professionnels de la ville, particulièrement dans les pays du Sud et les pays émergents.

Information et inscription sur <http://www.ville-developpement.org>



Ce numéro est financé par l'Agence française de Développement.

Directeur de publication :

Yves Dauge,

maire adjoint de Chinon

Rédacteur en chef :

Marcel Belliot,

Président de l'Association des professionnels de l'urbain ADP-Villes en développement

Comité de rédaction :

Gilles Antier

Michel Arnaud

Francine Gibaud

Louis-Jacques Vaillant

Emilie Maehara

Françoise Reynaud

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de **Fabrice Richey**, directeur de l'agence AFD de Colombie

Secrétariat de rédaction :

Agence Française de Développement

5, rue Roland Barthes

75012 PARIS

Mise en page

Ap Conseil

Publications



ACTES DU SOMMET

“VILLES ET CHANGEMENT CLIMATIQUE”

Le Sommet « Villes et changement climatique », tenu du 19 au 21 novembre 2012 à Bogota, a mis en exergue le rôle des villes face au changement climatique. Il a rassemblé des autorités locales, des experts et des représentants de la société civile...

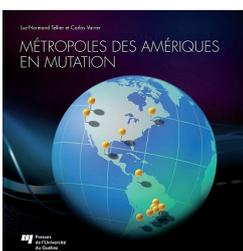
La présence de nombreux maires latino-américains a témoigné de l'engagement des pouvoirs locaux face aux problématiques environnementales. Les Actes du Sommet présentent les principales conclusions des débats.



L'ÉTAT DES VILLES D'AMÉRIQUES LATINE :

ONU-Habitat a publié en 2012 une nouvelle édition du rapport sur l'état des villes d'Amérique Latine et des Caraïbes. Ce rapport présente un panorama de l'urbanisation dans la région, y compris les conditions démographiques, sociales, économiques, environnementales et institutionnelles de développement des villes.

http://www.onuhabitat.org/index.php?option=com_docman&task=cat_view&gid=362&Itemid=235



MÉTROPOLIS DES AMÉRIQUES EN MUTATION :

Les Presses de l'Université du Québec viennent de publier un ouvrage qui regroupe des contributions de chercheurs internationaux sur les évolutions urbaines, économiques et sociales d'une douzaine de métropoles d'Amérique du Nord et du Sud. Sont-elles en train de suivre leurs propres voies ou au contraire de converger ? L'ouvrage réévalue les clivages radicaux qui opposent ces villes et les replace dans la perspective de la mondialisation.

<http://www.puq.ca/catalogue/livres/metropoles-des-ameriques-mutation-1305.html>

ISSN 1151 - 1672

Abonnement 4 n^{os} par an : 20 euros